



20, rue de la Gazelle
43000 Le Puy-en-Velay

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE LOIRE – UDAF 43

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

UNON DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE LOIRE – UDAF 43

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 12 boulevard Philippe Jourde - 43000 LE PUY EN VELAY

SIREN : 779 145 770

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association UNON DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE LOIRE – UDAF 43,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNON DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » et plus particulièrement sur le paragraphe « Changement comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars Entrepreneurs,

Le Puy-en-Velay, le 16 juin 2026

Aurélie CHEVALIER

Sénior Manager

Signé par :

 F9C2C41458974DE...

Raphaëlle FAURE

Associée

DocuSigned by:

 6CCE7CBEF5064B7...

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amort / Prov	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Autres	126 743	114 564	12 179	8 003
Immobilisations Corporelles				
Terrains	25 620		25 620	25 620
Constructions	765 547	608 567	156 980	176 999
Autres	383 999	270 308	113 690	122 165
Immobilisations Financières				
Participations	15		15	15
Autres titres immobilisés	91 598		91 598	290 628
Prêts	13 364		13 364	16 009
Autres	11 095		11 095	11 095
TOTAL 1	1 417 982	993 439	424 543	650 535
Actif Circulant				
Sotcks et en cours			-	
Avances et acomptes versés sur commandes			-	
Créances			-	
Créances redevables usagers et comptes rattachés	212 029		212 029	320 060
Autres	12 667		12 667	42 399
Valeurs mobilières de placement			-	-
Disponibilités	2 234 987		2 234 987	1 765 754
Charges constatées d'avance	6 441		6 441	19 308
TOTAL 3	2 466 124	-	2 466 124	2 147 520
TOTAL GENERAL	3 884 106	993 439	2 890 667	2 798 055

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Fonds associatifs	128 057	128 057
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves statutaires et réglementées		
Réserves réglementées	466 814	409 308
Autres réserves	797 237	766 072
Report à nouveau	- 24 302	- 20 973
Résultat de l'exercice		
Résultat de l'exercice	54 938	84 132
Résultats non affectés	56 297	59 939
Résultats sous contrôle tiers financeurs	- 62 250	- 64 683
Subventions d'investissement	17 353	16 583
Provisions réglementées	15 142	15 142
TOTAL 1	1 449 286	1 393 577
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	2 696	2 696
Provisions pour charges	324 678	335 291
TOTAL 3	327 374	337 987
Fonds dédiés	151 532	125 124
TOTAL 4	151 532	125 124
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 049	106 672
Dettes fiscales et sociales	557 926	508 618
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	284 455	288 698
Produits constatés d'avance	14 045	37 378
TOTAL 5	962 475	941 367
TOTAL GENERAL	2 890 667	2 798 055

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA HAUTE-LOIRE

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Ventes de biens		
Ventes de services (divers)	45 098	34 620
Ventes de biens et services	45 098	34 620
Dotations et produits de tarification	2 917 610	2 820 649
Subventions d'exploitation	528 626	520 693
Produits de tiers financeurs	3 446 236	3 341 342
Reprises sur prov. & amort., Transf. De charge	14 043	1 942
Utilisation des fonds dédiés	45 954	36 734
Autres produits	66 000	56 216
PRODUITS D'EXPLOITATION TOTAL 1	3 617 331	3 470 854
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	606 863	533 505
impôts, taxes et versement assimilés	218 519	190 783
Salaires et traitements	1 905 079	1 857 494
Charges sociales	709 353	667 834
Dotations aux amortissements	54 726	59 920
Autres charges	26 080	25 702
Dotations aux provisions	3 431	-
Dotations en fonds dédiés	74 062	54 011
Aides financières		
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL 2	3 598 113	3 389 249
RESULTAT D'EXPLOITATION	19 218	81 605
Produits financiers		
Produits financiers de participation	-	-
Autres valeurs mobilières de placement	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	10 693	11 256
Reprises sur provisions et transferts de charge	-	-
Différence positives de change	-	-
Produits net sur cession VMP	-	-
PRODUITS FINANCIERS TOTAL 3	10 693	11 256
Charges financières		
Dotations aux amort., dépréciations et prov.	-	-
Intérêts et charges assimilées	-	13
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions des VMP	-	-
CHARGES FINANCIERES TOTAL 4	-	13
RESULTAT FINANCIER	10 693	11 243
Produits exceptionnels		
Sur opération de gestion	45 666	-
Sur opération en capital	-	4 280
Reprises sur provisions et transfert de charge	-	-
Reprises de fonds dédiés	-	-
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL 5	45 666	4 280
Charges exceptionnelles		
Sur opération de gestion	18 073	10 836
Sur opération en capital	400	-
Dotations sur provisions et transfert de charge	-	-
Dotations en fonds dédiés	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL 6	18 473	10 836
RESULTAT EXCEPTIONNEL	27 193	- 6 556
Impôts sur les bénéfices	2 165	2 160
TOTAL PRODUITS	3 673 689	3 486 389
TOTAL CHARGES	3 618 751	3 402 257
EXCEDENT OU DEFICIT	54 938	84 132
Contributions volontaires en nature		
Contributions produits	43 766	24 627
Contributions charges	43 766	24 627

I. OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'Union Départementale des Associations Familiales de la Haute-Loire est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique. Elle a été créée le 20 novembre 1945, suite à une ordonnance du gouvernement provisoire. C'est un organisme semi-public qui représente officiellement l'ensemble des familles vivant en France, françaises et étrangères, auprès des pouvoirs publics.

L'UDAF c'est avant tout des bénévoles, des professionnels et des partenaires qui agissent ensemble pour représenter les familles. Ce pouvoir de représentation est traduit dans les quatre missions principales confiées aux UDAF :

- Désigner et proposer des représentants auprès des organismes départementaux ;
- Donner son avis aux pouvoirs publics ;
- Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge ;
- Exercer au nom des familles toute action civile auprès des juridictions compétentes.

L'UDAF est aussi un réseau constitué de fédérations, de sections départementales et d'associations familiales qui ont leur siège dans le département.

Aujourd'hui, l'UDAF c'est 76 associations agréées et plus de 6 549 familles adhérentes.

II. NATURE ET PERIMETRE DES MISSIONS REALISEES

Service protection juridique des majeurs (MJPM) :

Dans le cadre de sa mission de défense des intérêts de la famille, l'UDAF Haute-Loire assure la gestion des mesures de protection des majeurs, confiées par le Juge des Tutelles dans le respect de l'autonomie, des capacités, de l'intégrité et de la liberté de la personne accompagnée.

Pour mettre en œuvre la protection de la personne et/ou de ses biens, le pôle dispose des compétences pluridisciplinaires de mandataires judiciaires à la protection juridique, de délégués aux prestations familiales de formations diversifiées et complémentaires, de juristes, ainsi que des assistantes tutélaires et de secrétaires.

Le financement du service est obtenu en partie auprès des majeurs protégés qui participent à l'exercice de leur mesure et dans une plus grande proportion auprès de l'Etat, qui vient combler le financement, par le biais d'une dotation globale, et enfin de manière minime par le Conseil Départemental.

Service d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) :

La Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF) est une mesure inscrite dans le champ de l'assistance éducative, ordonnée par le Juge des Enfants. Elle est ordonnée quand les prestations sociales (allocations familiales, prestations d'accueil du jeune enfant, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, allocation de rentrée scolaire, bourses d'étude, aides financières de l'Aide Sociale à l'Enfance, ...) et

le RSA servi aux personnes isolées ne sont pas employés pour les besoins liés au logement, à l'entretien, à la santé et à l'éducation des enfants.

Le Juge des Enfants peut ordonner que les prestations soient, en tout ou partie, versées à une personne physique ou morale qualifiée, dite « délégué aux prestations familiales ». Cette prise en charge individualisée présente la spécificité d'être conçue dans l'intérêt des enfants mais exercée en direction des parents. Le Délégué aux Prestations Familiales dispose d'un vaste champ d'intervention puisqu'au travers de la gestion directe des prestations familiales il permet de garantir les conditions de vie matérielles des enfants. Les bénéfices pour les parents sont multiples : un soutien actif pour surmonter leurs difficultés financières, une réappropriation de leurs responsabilités parentales et un retour à l'autonomie.

Cette mission est financée par la Caisse d'Allocations Familiales sous contrôle de l'Etat.

Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) :

La loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs réaffirme le principe de priorité familiale dans l'exercice des mesures de protection juridique. Elle instaure la nécessité d'informer et de soutenir les personnes appelées à exercer ou exerçant une mesure de protection juridique des majeurs. Ceux-ci sont portés dans chaque département par un service l'accueil, d'écoute, d'information et d'orientation entièrement gratuit et ouvert à tous. Le service informe et apporte une réponse individualisée, avec un soutien et aide technique, propose une mise à disposition d'outils facilitant, au quotidien, l'exercice de leur mission, et offre des temps d'échange par le biais de diverses manifestations (café des tuteurs familiaux et ateliers notamment).

Cette action est financée par l'Etat.

Mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP) :

La Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) est une mesure administrative qui a pour but de permettre à toute personne majeure percevant des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés chroniques qu'elle éprouve à gérer ses ressources, de retrouver l'autonomie en la matière. Elle comporte une aide à la gestion de ses prestations sociales et un accompagnement social individualisé, le tout financé par le Conseil Départemental.

Mission parentalité :

Mandatée par la Caisse d'Allocations Familiales, le Conseil Départemental et de la MSA, l'UDAF anime depuis 2019 le réseau parentalité du département. Baptisé Côté Parents, ce réseau regroupe plus de 200 structures et associations de Haute-Loire qui travaillent ensemble autour de projets communs pour répondre au mieux aux besoins des futurs parents, parents de jeunes enfants, ou encore parents d'adolescents. Cette convention a été renouvelée en 2022 pour une période de trois ans. Cette mission d'animation des actions de soutien à la fonction parentale, permet de favoriser la mise en réseau et d'accompagner les projets de territoires, et de faciliter les actions de développement des compétences des acteurs du réseau.

Point conseil budget (PCB) et micro crédit social personnalisé :

Les Points conseil budget figurent parmi les mesures clés de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. 500 Points Conseil Budget (PCB) sont désormais installés sur l'ensemble du territoire français. Aujourd'hui, 93 Udaf sont officiellement labellisées, et elles portent 226 des 500 PCB de France. Le réseau Unaf-Udaf est ainsi le premier réseau de Points conseil budget. En Haute-Loire, l'UDAF a obtenu 2 labels, signe de la reconnaissance de son expertise en matière d'accompagnement budgétaire depuis plusieurs années.

Le Point Conseil Budget offre un service gratuit et confidentiel, financé par l'Etat, la convention pluriannuelle d'objectifs de l'UNAF et Action Logement, à destination de tous les habitants du département confrontés à une situation personnelle délicate (baisse d'activité, perte d'emploi, séparation ou encore maladie ...) engendrant un déséquilibre de leur budget. Le service permet également d'agir en prévention et propose des actions collectives également.

Plateforme de répit des aidants auprès de personnes en situation de handicap (PFR 43) :

En juin 2022, L'UDAF et l'ADAPEI 43, en partenariat, ont été retenues pour piloter cette nouvelle plateforme sur l'ensemble du département de la Haute-Loire. La Plateforme de Répit des aidants (PFR 43), est un service gratuit et confidentiel, qui s'adresse à tous les aidants de la Haute-Loire de personnes en situation de handicap. Cette nouvelle action vise à accompagner et soutenir les aidants, partout dans le département, avec un accompagnement individuel sur mesure et des actions collectives. Ceci implique un grand travail de partenariat et communication pour faire connaître ce nouveau service. Cette nouvelle mission est financée par l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes.

Lieu Ressources Parents :

En extension de la mission animation parentalité, la CAF et Conseil Départemental ont confié la création et développement d'un lieu ressources parents et Point Relais CAF au sein des locaux de Côté Parents au Puy-en-Velay. Cette mission est également financée par convention pluriannuelle d'objectifs de l'UNAF. Côté Parents a pour but de renforcer l'accès à l'information des parents, sur place, par e-mail ou par téléphone. Cette action englobe des permanences, actions collectives et individuels avec de nombreuses structures, notamment l'Association Justice et Partage avec un Espace Rencontre Protégé.

III. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- L'année 2025 a été marquée par le décès de Marie-Andrée Blanc, survenu le 20 avril. La délégation de pouvoir confiée à Madame Mercier, Vice-Présidente, au début de la maladie de Madame Blanc, a été reconduite après son décès et jusqu'à élection de la nouvelle Direction.
Une nouvelle gouvernance a été élue par le Conseil d'Administration du 26 juin 2025.

- Pour le service en charge de l'exercice de mesures judiciaires en matière de protection des majeurs (MJPM), le nombre de mesures de protection exercées à fin 2025 a connu une augmentation par rapport à l'année 2024, et s'élève à 985 mesures. Ceci s'expliquant par un nombre inhabituellement élevé de mesures entrantes. Ainsi malgré une hausse du nombre de sorties de mesures, l'évolution du nombre de mesures attribuées à l'Udaf 43 progresse de +14 mesures entre la clôture 2024 et la clôture 2025.
- Pour le service en charge de l'exercice de mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), le niveau d'activité au 31 décembre 2025 a connu une importante diminution par rapport à l'année 2024 et s'élève à 106 mesures exercées (soit une évolution nette de -12 mesures). Cette évolution s'explique principalement par le départ d'une juge des enfants au printemps 2025, qui n'a été remplacée que par des juges placés (voués à ne rester que quelques mois).
- Pour le service Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP), le niveau d'activité s'est stabilisé pendant l'année 2025 à hauteur de 15 mesures d'accompagnement.
- Pour le service Institution Familiale, l'ensemble des actions du pôle se sont poursuivies.

IV. FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

A la date d'arrêté des comptes des Etats financiers 2025, la direction n'a pas connaissance d'incertitude significative qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

V. PRINCIPES, REGLES et METHODES COMPTABLES

Les Etats financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation. Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêts du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

S'agissant d'une personne morale de droit privé à but non lucratif, les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions définies par :

- Le règlement ANC N°2018- 06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,

- Modifié par l'ANC n°2020-08 du 04 décembre 2020, n°2021-02 du 11 mars 2022 et 2022-04 du 30 juin 2022
- Et au Règlement ANC N°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement comptable

Le règlement ANC N°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Aucun reclassement n'a été nécessaire entre la clôture des comptes 2024 et l'ouverture des mêmes comptes au 1/01/2025.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

VI. NOTES SUR LE BILAN

a) Bilan Actif

➤ Amortissements des immobilisations pour dépréciation :

	Mode d'amortissement	Durée moyenne (matériel neuf)
Constructions	Linéaire	10 à 30 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Matériels informatiques	Linéaire	3 à 5 ans
Matériels de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

➤ Immobilisations financières :

Le poste 'Immobilisations financières' inclut notamment la valorisation de parts de FCP, figurant dans un compte titres géré par un établissement financier. Ces titres immobilisés représentent la contrepartie financière des droits des salariés inscrits dans un C.E.T. (Compte Epargne Temps). Ils peuvent être cédés seulement à l'occasion de demandes de déblocage de fonds de la part des salariés, dans les cas limitativement prévus par la réglementation. Ces FCP ne peuvent être utilisés pour un usage autre que le paiement de droits affectés au C.E.T.

Ces parts de FCP figurent à l'actif au 31.12.2025 pour un montant de 91 583,19 €.

➤ Actif circulant - Classement par échéance :

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an, sauf les prêts aux organismes dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction, et les dépôts ou cautionnements (détail dans le tableau de l'état des créances et dettes).

➤ Actif circulant - Note sur les comptes de tiers :

Certaines opérations, relativement peu nombreuses, transitent par des comptes bancaires techniques dont l'UDAF est titulaire, pour pallier des contraintes particulières de fonctionnement. C'est le cas notamment du fait de l'absence de chèquiers rattachés aux comptes bancaires de gestion des majeurs protégés, ou concernant les sommes en attente d'une autorisation du Juge pour contractualiser un placement. Ces comptes bancaires techniques ne sont pas la source de revenus financiers.

Depuis le mois d'octobre 2024, les prestations sociales rentrant dans le cadre des mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (AGBF) sont réceptionnées par le service via un compte technique.

Au 31.12.2025, les soldes de tous les comptes bancaires techniques sur lesquels ces sommes transitent momentanément s'élevaient à 87 380,35 €.

L'UDAF de la Haute-Loire est la personne morale titulaire de ces comptes, et leurs soldes sont donc intégrés aux bilans respectifs des services concernés de l'UDAF, à la rubrique « Disponibilités ».

Dans cette rubrique « Disponibilités », un montant de 144 061,63 € est également inclus. Celui-ci représente l'ensemble des soldes au 31.12.2025 des comptes bancaires UDAF relatifs à la gestion de fonds pour le compte du Conseil Départemental de la Haute-Loire (Fonds d'aide aux Jeunes et Fonds RSA).

D'autre part et pour information, l'UDAF gère des comptes courants individuels et des contrats de placements (livrets d'épargne, épargne logement, comptes à terme, assurances vie...) appartenant aux personnes accompagnées par l'UDAF,

essentiellement dans le périmètre du service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs. Le montant global de ces avoirs financiers à la date du 31.12.2025 est évalué à 57 millions d'euros.

A ce sujet, il est précisé que l'UDAF de la Haute-Loire n'étant pas titulaire de ces comptes et contrats, les soldes ou avoirs correspondants ne figurent donc pas à son bilan.

b) Bilan Passif➤ Provisions pour Risques et Charges :

Cette rubrique correspond essentiellement à la provision destinée à couvrir le coût, charges sociales employeur incluses, de l'indemnité de départ à la retraite des salariés prévue par la convention collective, soit 309 677,98 €. Sur l'année 2025, une reprise de 10,6 k€ est venue impacter ce poste.

➤ Dettes sociales et fiscales

Sur un montant global de ce poste au 31.12.2025 de 557 926,12 €, un montant de 74 288,24 € y figure au titre des droits des salariés inscrits dans un C.E.T. (Compte Epargne Temps).

➤ Autres dettes :

Toutes les dettes, autres que financières, sont inférieures à un an.

La rubrique « Autres dettes » comporte un montant de 87 380,35 € concernant des fonds en dépôt temporaire sur des comptes bancaires de l'UDAF, mais appartenant à des personnes concernées par diverses catégories de mesures de protection ou d'accompagnement.

Un montant de 143 501,63 € concernant des fonds gérés pour le Conseil Départemental de la Haute-Loire (Fonds d'aide aux Jeunes et Fonds RSA) figure également dans la rubrique « Autres dettes ».

VII. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

a) Détail activité des services

En 2025, l'UDAF de la Haute-Loire a réalisé au travers de ses différents services, un résultat global positif de + 54 938,46 €.

Les éléments significatifs des services sont détaillés ci-après.

- L'activité du service '**MJPM / Majeurs protégés**' aboutit à un chiffre de 985 mesures (1 mesure d'accompagnement judiciaire, 27 sauvegardes, 27 curatelles simples, 628 curatelles renforcées et 302 tutelles) en fin d'exercice. Les comptes 2025 font ressortir un excédent d'environ +43 k€, représentant 1,78% du total des charges de l'année. La dotation annuelle globale de l'Etat progresse de +34 k€ par rapport à l'année passée avec une part de crédits non reconductibles en hausse (48 k€ en 2025 vs 33 k€ en 2024). Ainsi le montant du financement pérenne s'élève à 1 889k€, en hausse de +19 k€ en comparaison à l'exercice 2024.
- Concernant le service '**DPF-MJAGBF**', le nombre de mesures confiées à l'UDAF a fortement diminué jusqu'à atteindre 106 mesures à fin 2025. Le résultat comptable de l'année est un excédent de 8 k€, (sur un « total charges » de 576 k€).
- Le service '**INSTITUTION**' a dégagé, en 2025 un excédent de +11 k€, pour des recettes annuelles de 531 k€. Ces dernières sont restées stables par rapport à l'exercice 2024.
- Le service '**MASP / Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé**' (financement par le Conseil Départemental de la Haute-Loire), a vu l'exercice 2025 se terminer avec un déficit (-6,7 k€) s'expliquant par l'augmentation des rémunérations des personnels exerçant ces mesures sans modification concomitante du financement (Ségur pour tous applicable depuis le 1^{er} janvier 2024).
- Enfin, la gestion du service '**ISTF / Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux**' fait apparaître un résultat comptable à l'équilibre pour un montant total de recettes de 27 k€.

b) Contributions volontaires en nature

Conformément à l'article 211 du règlement ANC 2018-06, les contributions volontaires en nature ont été comptabilisées au compte de résultat pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les contributions volontaires en nature au sein de l'UDAF de Haute-Loire sont composées des contributions en travail (bénévolat, mise à disposition de personnes).

Les heures de bénévolat ont été recensées tout au long de l'exercice. L'UDAF a établi un récapitulatif des heures de bénévolat par bénévole, et ce récapitulatif imprimé en deux exemplaires a été signé par la Présidente de l'UDAF et par le bénévole concerné. Un exemplaire par bénévole est conservé à l'UDAF.

Le nombre d'heures de travail effectué par les bénévoles de l'UDAF sur l'exercice 2025 est de : 2 456 heures.

Conformément aux préconisations de l'UNAF, nous avons valorisé ces heures avec la valeur du SMIC horaire au 31/12/2025, soit : 11,88 € de l'heure.

Le taux de charges sociales utilisé est celui observé sur l'exercice : 50,00%.

Le montant total des contributions volontaires en travail pour l'exercice 2025 est de : 43 765,92 €.

Ce montant, comptabilisé, figure au pied du compte de résultat.

c) Cotisations associations adhérentes

L'assemblée générale ordinaire fixe annuellement le montant des cotisations de ses membres actifs. Les cotisations ainsi fixées en année N concernent l'exercice suivant. L'Udaf procède au recouvrement des cotisations à partir du début du premier trimestre de l'année de vote à laquelle elles se rapportent. Sont donc concernées l'ensemble des associations adhérentes au 31 décembre N.

Le montant de la cotisation est proportionnel au nombre d'adhérents exerçant leur droit de vote par l'intermédiaire de l'association en question. L'appel de cotisation constitue le fait générateur pour les cotisations des associations membres de l'Udaf.

VIII. TABLEAUX

• Etat synthétique de l'actif immobilisé

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)+(c)
Immobilisations incorporelles	118 427	8 316		126 743
<i>Dont Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>118 427</i>	<i>8 316</i>		<i>126 743</i>
Immobilisations corporelles	1 153 073	22 093	-	1 175 165
<i>Dont Constructions et aménagements sur sol propre</i>	<i>789 235</i>	<i>1 932</i>		<i>791 167</i>
<i>Dont Autres immobilisations corporelles</i>	<i>363 838</i>	<i>20 161</i>		<i>383 998</i>
Immobilisations financières	317 748		201 675	116 073
TOTAL	1 589 247	30 409	201 675	1 417 981

• Etat des amortissements & dépréciations

	Amortissements cumulés au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la clôture
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)+(c)
Amortissements des immobilisations incorporelles				
2801 Frais d'établissement	-	-	-	-
2803 Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
2805 Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
2806 Droit au bail	-	-	-	-
2808 Autres immobilisations incorporelles	110 424	4 140	-	114 564
	-	-	-	-

Amortissements des immobilisations corporelles

2811 Terrains	-	-	-	-
2812 Agencements et aménagements des terrains	-	-	-	-
2813 Constructions sur sol propre	586 616	21 951	-	608 567
2814 Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
2815 Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-
2818 Autres immobilisations corporelles	241 673	28 636	-	270 309
<i>dont : Matériel de transport</i>	-	-	-	-
<i>Matériel de bureau, informatique, mobilier</i>	196 328	26 536	-	222 864
TOTAL GENERAL	938 714	54 726	-	993 440

- Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture	Affectation du résultat 2023	Affectation du résultat 2024	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
102100 - Fonds propres sans droit de reprise	128 057					128 057
Fonds associatifs sans droit de reprise	128 057	-	-	-	-	128 057
106820 - Excédents affectés à l'investissement	219 403					219 403
106855 - Excédent affect. couverture BFR	-					-
106856 - Rés. compensation des déficits	82 479	2 532				85 011
106857 - Rés. compensation charges d'investis.	107 426	54 974				162 401
106866 - Réserves compensation déficits exploit.	-					-
Réserves réglementées	409 308	57 506	-	-	-	466 814
106880 - Réserves projets associatifs	766 072		31 164			797 237
Autres réserves	766 072	-	31 164	-	-	797 237
110000 - Report à nouveau	92 323					92 323
110600 - Report à nouveau	-					-
114100 - Dépenses refusées	-					-
119000 - RAN débiteurs	- 113 297		- 3 329			- 116 626
Report à nouveau	- 20 974	-	- 3 329	-	-	- 24 303
115012 - RAN créiteur activités ESMS	36 535					36 535
115101 - RAN affectés à la réduction des charges d'exploitation	22 049	12 107				34 156
115902 - RAN débiteur activités ESMS	- 48 900					- 48 900
115030 - RAN affecté au financement de mesures d'exploitation	-	21 716				21 716
115912 - Dépenses rejetées activ. ESMS	- 9 096					- 9 096
115922 - Dépenses pour CP	5 142	- 31 389				- 26 248
115923 - Autres droits acquis par les salariés IDR	- 70 414					- 70 414
Résultat sous contrôle	- 64 684	2 433	-	-	-	- 62 250
Résultat de l'exercice	84 132		- 84 132	54 938		54 938
Résultats non affectés	59 939	- 59 939	56 297			56 297
Subvention d'investissement	16 582			1 700	- 930	17 352
Provision réglementées	15 142					15 142
Total	1 393 576	- 0	-	56 638	- 930	1 449 284

- Tableau de variation des fonds dédiés

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice A-B+C
F. dédiés ISTF		26 540	26 540	26 540	26 540
F. dédiés DGF		62 084	19 414	35 822	78 492
F. dédiés Atelier parentalité		4 500			4 500
F. dédiés Sécurité routière		1 000			1 000
F. dédiés MNA		-			-
F. dédiés Cohésion sociale		1 000			1 000
F. dédiés PFR		30 000		10 000	40 000
F. dédiés FDVA		-			-
Total		125 124	45 954	72 362	151 532

- Etat des provisions

	Solde au début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la fin d'exercice
	(a)	(b)	(c)	(a)+(b)-(c)
Provisions destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement				-
Provisions pour investissement				-
Amortissements dérogatoires				-
Autres provisions réglementées	15 142			15 142
Provisions réglementées	15 142	-	-	15 142
Provisions pour risques	2 696			2 696
Provisions pour pensions et obligations similaires	320 291	3 431	14 043	309 678
Autres provisions pour charges	15 000			15 000
Provisions pour risques et charges	337 987	3 431	14 043	327 374
Dépréciation des immobilisations				-
Dépréciation des stocks et encours				-
Dépréciation des comptes de tiers				-
Dépréciation des comptes financiers				-
Provisions pour dépréciation	-	-	-	-
Total provisions	353 129	3 431	14 043	342 516

La provision d'indemnité de départ à la retraite s'élève à 320 290,50 € à la clôture et a été calculée en utilisant les hypothèses suivantes :

- Taux d'inflation : 1,64%
- Progression des rémunérations : 1,81%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,73%

- Etat des échéances des créances & dettes à la clôture

Créances (a)	Montant brut	Liquidités de l'actif	
		Échéances	
		à moins 1 an	à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-		-
Prêts (1)	13 364		13 364
Autres	11 095		11 095
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	212 029	212 029	
Personnel et Comptes rattachés	8 687	8 687	
Autres	3 979	3 979	
Charges constatées d'avance	6 441	6 441	
TOTAL	255 596	231 137	24 459
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
Prêts récupérés en cours d'exercice	-		

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		à moins 1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	-	-		
- à plus de 2 ans à l'origine	-	-		
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	106 049	106 049		
Dettes fiscales et sociales	557 926	483 638		74 288
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)	284 455	284 455		
Produits constatés d'avance	14 045	14 045		
TOTAL	962 475	888 187	-	74 288
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

- Montant des engagements financiers (emprunts)

Néant

- Charges & produits exceptionnels

	Charges	Produits
Produits exceptionnels sur opérations de gestion - régularisations		45 666
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18 073	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	400	
Total	18 473	45 666

- Effectifs

Catégorie	Temps plein	Temps partiel		Total	
	Nombre d'agents	Nombre d'agents	Nombre d'équivalents temps plein	Nombre d'agents	Nombre d'équivalents temps plein
Cadres	4	3	2,0	7	6,0
Techniciens	16	21	16,3	37	32,3
Employés	5	8	6,0	13	11,0
Ouvriers	-	-	-	-	-
Total général	25	32	24,3	57	49,3

Les effectifs ci-dessus ne comprennent pas les CDD de remplacement, qui sont au nombre de 3 à la clôture 2025

- Information sur les rémunérations

En application de l'article article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations brutes pour l'exercice clos le 31/12/2025 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 236 081,21 euros.